

La difficulté pour le SPD et son candidat Olaf SCHOLZ d'incarner le changement

Emmené par son candidat à la Chancellerie, le ministre des Finances sortant Olaf SCHOLZ, le SPD, partenaire de la CDU/CSU au sein du gouvernement depuis 2013 (il a également été partenaire de la coalition lors du premier mandat d'Angela MERKEL entre 2005 et 2009), a le vent en poupe à moins de trois semaines des élections législatives du 26 septembre. M. SCHOLZ, peu charismatique, a su convaincre ses concitoyens de son sérieux et de ses compétences. "Annalena BAERBOCK (la candidate écologiste) a commis de graves erreurs, Armin LASCHET a commis de graves erreurs et les gens se demandent qui dispose du sérieux nécessaire à la direction du pays. C'est sur ce point que nous voulons convaincre" a déclaré M. Lars KLINGBEIL, l'un des responsables du SPD. "Alors que ses concurrents font des erreurs, lui n'en fait pas. Il apparaît comme le plus professionnel des candidats en lice même s'il est loin d'être charismatique (...) Olaf SCHOLZ est une version masculine de la chancelière sortante, plutôt modeste, modéré, sans talent oratoire mais expérimenté et capable de trouver des compromis. Les gens le connaissent et, après plus de quinze années de chancellerie MERKEL, cela rassure", explique M. Wolfgang MERKEL, politologue de l'université Humboldt de Berlin.

Il est difficile pour le SPD d'incarner le changement ou de se positionner comme opposant alors qu'il occupe le pouvoir quasiment depuis 1998, relève Mme Corinne DELOY, chargée d'études au CERI (Sciences Po Paris), responsable de l'Observatoire des élections en Europe à la Fondation Robert Schuman, dans la lettre n°946 de la Fondation. Il sort fatigué de 12 années de "grande coalition". "En tant que partenaire junior, le SPD a fortement souffert, et les grandes réformes sociales du gouvernement, comme l'introduction d'un salaire minimum, n'ont pas été portées à son crédit", souligne Stefan Marschall, politologue à l'université de Düsseldorf. Le SPD est plus à gauche que son candidat dont le positionnement d'homme modéré et centriste, héritier de Mme MERKEL, ne correspond pas à celui de sa base électorale. "Ces dernières années, il est devenu de plus en plus difficile pour le SPD de faire coïncider un programme avec un candidat, et c'est encore plus le cas avec Olaf SCHOLZ", explique M. Thorsten HOLZHAUSER de la fondation Theodor Heuss. "Olaf SCHOLZ incarne le SPD pragmatique de l'ère schröderienne. Or ce positionnement centriste, à l'origine de la stratégie menée au début des années 2000 pour redresser l'Allemagne et renforcer sa compétitivité, a été vécu comme une trahison par la base électorale traditionnelle, indique M. Etienne DUBSLAFF, chercheur à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

M. SCHOLZ sait néanmoins mettre en avant les milliers d'euros qu'il a débloqués en tant que ministre des Finances que ce soit pour les victimes des inondations du mois de juillet ou pour lutter contre la pandémie, poursuit Mme DELOY. Il promet de mettre en place un nouvel impôt sur la fortune pour les foyers gagnant plus de 500 000 € par an, d'encadrer les loyers, de relever les allocations familiales de 250 à 528 € mensuels, de relever le salaire minimum à 12 € brut par heure (9,5 € actuellement) et de mettre un terme à la chasse aux faux chômeurs, c'est-à-dire les personnes qui perçoivent une allocation chômage mais qui sont soupçonnées de ne pas chercher activement un emploi. La transformation écologique et la politique sociale constituent les priorités de son programme. "Nous avons déjà perdu trop de temps (...) nous voulons atteindre la neutralité sur le climat d'ici au plus tard 2045", assure-t-il, disant souhaiter que d'ici 2040, l'électricité soit le produit des seules énergies renouvelables.